

## Con fusion : la performance comparée

Avec l'introduction de la démarche de performance comparée, la **CGT** estime que la direction de Pôle emploi tente d'instaurer une démarche d'amélioration continue via une mise en compétition entre les agences et au final entre les conseillers. En effet, comment les managers de proximité pourront-ils redresser la barre en cas de résultats inférieurs à la moyenne de leur groupe de comparaison sans rechercher quels sont les conseillers qui "plombent" les résultats ?

Performance comparée signifie indubitablement mise en compétition à tous les niveaux. La DG se défait par avance sur les managers de proximité des conséquences néfastes de ce qu'il faut bien appeler un classement trimestriel des agences et des conseillers.

La direction veut nier, contre l'évidence, que son projet de performance comparée consiste à instaurer la concurrence à tous les niveaux :

- entre les agences et entre les conseillers Pôle Emploi, d'une part ;
- entre les conseillers Pôle Emploi et les salariés des prestataires en passe de devenir des concurrents, d'autre part.

Tous les observateurs sérieux reconnaissent que les organisations du travail à base d'amélioration continue (lean management) et de comparaison permanente des résultats (benchmarking) sont préjudiciables pour les agents ou les salariés qui les subissent et ont un lien de cause à effet direct avec la dégradation des conditions de travail. Comment la direction générale peut-elle faire semblant de l'ignorer ?

Comme si ça ne suffisait pas, cette concurrence est fondée sur un critère frelaté: les signataires de la convention tripartite appellent retour à l'emploi les DPAE d'un mois ou plus, ou les passages en catégorie C pour deux mois consécutifs. Ils ont choisi d'ignorer la différence entre un petit boulot que la personne privée d'emploi aura pris en attendant, et l'emploi correspondant à sa recherche. Selon leurs critères, le premier vaut le second.


Pour la **CGT**, la DG instaure une compétition dont les champions d'un jour seront ceux dont la direction espère qu'ils oublieront de prendre en compte les besoins et les aspirations des demandeurs d'emploi, en d'autres termes ceux qui renonceront à leur métier de conseiller pour devenir de simples agents de coercition et des releveurs de compteurs.



La **CGT** s'oppose à ces méthodes qui tournent le dos aux intérêts des agents et des usagers de Pôle emploi


## Paroles d'agent

Au sujet de la performance comparée : " La DG se défend de vouloir instaurer une compétition dont elle connaît parfaitement les effets pervers. Pour conjurer ces risques, elle promet d'accompagner les managers, mais là où il y aura de la casse (des conseillers qui péteront les plombs par exemple) ce sera toujours la faute des managers de proximité mais jamais celle de l'établissement ".



# OFFRE D'EMPLOI

MINISTRE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI



LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI,  
DE LA FORMATION  
PROFESSIONNELLE  
ET DU DIALOGUE SOCIAL

<b>Numéro de l'offre:</b>	2017ELYSEE
<b>Lieu de travail principal:</b>	127 rue de Grenelle 75007 Paris
<b>N+1:</b>	François Hollande, président de la République, 55 rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris
<b>Rémunération:</b>	9940 euros bruts plus voiture et logement de fonction
<b>Type de contrat:</b>	CDD de 20 mois
<b>Possibilité de temps partiel:</b>	Non
<b>Type de mission:</b>	Inversion de la courbe du chômage en 2016
<b>Compétences et diplômes:</b>	Maîtrise en statistique des chiffres du chômage et en droit des radiations administratives Moral à toute épreuve
<b>Langues:</b>	De bois
<b>Pour postuler à cette offre:</b>	Veuillez adresser par mail votre CV et une lettre de motivation en précisant le numéro de l'offre à:  Manuel Valls, Premier ministre, 57 rue de Varenne 75007 Paris

Le résultat de ses 16 mois passés au ministère du chômage ?  
Pas grand chose ... hormis des chiffres calamiteux.